



**Mobilisons-nous toutes et tous pour nos salaires,
nos conditions de travail
et des postes supplémentaires !
Toutes et tous en grève et en manifestation
le mardi 26 Janvier**

La crise sanitaire a révélé que nos revendications, déjà pertinentes en temps « ordinaires », deviennent encore plus justes et nécessaires face aux risques pandémiques actuels et à venir. Les personnels et les élèves payent aujourd'hui les économies gouvernementales d'hier : plus que jamais, la CGT défend donc un projet d'École ambitieux !

Pas de progrès à moyens constants, voire pire, en baisse !

Pour une revalorisation salariale de toutes et tous sans contrepartie !

Après des décennies de perte de pouvoir d'achat lié à l'effet combiné du gel du point d'indice, de l'inflation et de l'évolution des cotisations sociales, Jean Michel Blanquer avait promis un rattrapage ! La nécessaire revalorisation des personnels ne trouve qu'une traduction des plus minimalistes dans le budget Education avec 400 millions d'euros prévus, premières « soi-disant » revalorisations, inégalitaires et purement indemnitaires : que des primes au détriment d'une augmentation indiciaire (la valeur du point indiciaire a baissé de 16,96% entre 2000 et 2017), ne concernant que 31% des personnels. Les personnels AED et AESH sont exclus de ces annonces, les documentalistes et CPE en partie aussi.

Ensemble, imposons notre projet d'École !

L'instauration du protocole sanitaire sans moyens supplémentaires a de nouveau considérablement dégradé les conditions de travail des personnels depuis la rentrée. Les personnels de vie scolaire et les AESH, par exemple, ont dû composer entre obligations protocolaires et maintien difficile de leur mission à effectifs constants. Les élèves ont continué à s'entasser dans des classes surchargées au mépris des conditions sanitaires et à subir les retards accumulés lors du confinement sans le moindre allègement de programme et avec, pour les lycéens, le maintien des épreuves de spécialité en mars. C'est la santé de toutes et de tous, qu'elle soit physique ou psychique, qui est en jeu. Il y a urgence à obtenir d'autres moyens pour accomplir nos missions et dans d'autres conditions alors que le parlement a adopté un budget ne prenant pas la mesure ni de l'augmentation des effectifs, ni de la situation sanitaire, qui impose de faire baisser les effectifs par classe à court et à moyen terme.

La CGT Educ'action revendique pour toutes et tous, et sans contrepartie, une

- **hausse immédiate des salaires de 400 euros à partir d'une augmentation de la valeur du point d'indice et**
- **revalorisation de l'avancement de carrière en lieu et place du PPCR, pour rattraper les pertes subies depuis 15 ans.**

La CGT Educ'Action exige l'

- **abrogation de la journée de carence, le**
- **recrutement de personnels en nombre afin d'assurer la sécurité sanitaire de tous.**

Cela commence dès maintenant par l'

- **ouverture généralisée des listes complémentaires,**
- **admission de l'ensemble des admissibles aux concours internes et le**
- **réemploi de tous les non-titulaires ainsi que par la**
- **réquisition de locaux.**

Lycées professionnels et réformes Blanquer

Les réformes Blanquer de la voie professionnelle ont encore revu à la baisse les volumes horaires, notamment des enseignements généraux privant ainsi les élèves de l'accès à la culture qui leur est due. La création du « chef d'œuvre » et la co-intervention imposée ont encore alourdi la charge de travail des enseignants sans que cela n'apporte quoique ce soit aux élèves. Et tout cela sur fond d'une promotion à hauteur de plusieurs milliards d'euros pour l'apprentissage !

La CGT Educ'Action revendique la

- **titularisation de tous les métiers dans l'Education nationale, qui implique donc la création d'un**
- **statut pour les AED et les AESH.**

Pour aujourd'hui, mais aussi pour demain, exigeons un plan d'urgence pour le 77 !

Pour le département, la rentrée 2021 s'annonce en effet des plus chaotiques !

- **Dans le 1^{er} degré**, si les **136 postes supplémentaires** annoncés sont un signal plutôt encourageant cela reste encore nettement insuffisant, **c'est 814 postes supplémentaires qui seraient nécessaires** afin de parvenir au taux moyen d'encadrement de la France métropolitaine.
Dans le second degré la saignée continue : toujours plus d'élèves et moins d'enseignants !
- **Dans les collèges Seine-et-Marnais**, alors que **140 élèves supplémentaires** sont attendus pour la rentrée, **22 postes sont supprimés** contre un abondement de 11 « Equivalents Temps Plein » en heures supplémentaires soit une perte de 11 ETP.
- **Dans les lycées généraux et technologiques de l'académie**, alors que **3025 élèves supplémentaires** sont attendus pour la rentrée **seulement 3 postes sont créés** avec un abondement de 82 ETP faisant ainsi exploser le nombre d'heures supplémentaires des enseignants.
- **Dans les lycées professionnels de l'académie**, alors que **408 élèves supplémentaires** sont attendus, **23 postes seront supprimés** contre un abondement de 23 ETP faisant là aussi exploser le nombre d'heures supplémentaires des enseignants.

La CGT Educ'Action revendique un

- **plan d'urgence pour la voie professionnelle avec l'**
- **abrogation de la réforme et la restitution des heures disciplinaires, des moyens pour dédoubler notamment en 3^{ème} Prépa Métiers et en Terminale, l'utilisation des heures d'AP pour l'enseignement disciplinaire, la**
- **réduction des effectifs avec 20 élèves par classe en BacPro et 12 en CAP, la**
- **réintégration des lycées dans une carte élargie de l'Education Prioritaire et revendique enfin que l'**
- **orientation reste l'apanage des PsyEN dont c'est le métier !**

Pendant cette année « covid », si nos revendications pour une autre école avaient été retenues, bien des difficultés pourraient être actuellement surmontées.

Ensemble exigeons la mise en œuvre d'une autre politique éducative qui tourne le dos au tri social au bénéfice d'une politique d'émancipation, un budget qui crée massivement des emplois statutaires, un plan de rénovation et de construction du bâti scolaire permettant d'en faire de véritables lieux de vie et répondant aux enjeux environnementaux.

**Rassemblements départementaux à 11h
avant de se rendre à la manifestation parisienne à 14h.
Meaux, Place de l'Europe
Torcy, Sous-Préfecture
Melun, parvis de l'Inspection Académique**